




DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

	<p style="text-align: center;">ARRETE MUNICIPAL N°2026/42</p> <p style="text-align: center;">STATIONNEMENT INTERDIT DEVIATION DES PIETONS Entreprise MX Construction, ACN Construction et VERDIE vérandas Réhabilitation et extension « LA HUCHE A PAIN » N° 1 avenue Lavoisier</p>
---	--

Le Maire de la commune de Toulouges

Vu le code de la sécurité intérieure notamment l'article L 131-1,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et liberté des collectivités locales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.6,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8,

Vu l'arrêté interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussée – approuvée par l'arrêté interministérielle du 16 février 1988 modifié)

Vu la demande présentée le lundi 17 février 2026 par monsieur **DAURE Jérôme (06.50.36.83.13)** concernant **des travaux de réhabilitation et d'extension** au droit du **n° 1 avenue Lavoisier « La Huche à Pain »** effectués par les entreprises **MX Construction, ACN Construction et VERDIE Vérandas**.

Considérant qu'il y a lieu d'interdire le stationnement, mettre en place une circulation sur chaussée rétrécie ainsi que la déviation des piétons si nécessaire au droit **n° 1 avenue Lavoisier** sur toute la portion des travaux concernée dans un but de sécurité publique autour du chantier.

ARTICLE 1: Du **mardi 17 février 2026 jusqu'au lundi 16 mars 2026 inclus**, le stationnement est interdit au droit **n° 1 avenue Lavoisier (côté avenue Lavoisier)** ainsi que sur toute la portion des travaux concernée durant toute l'intervention.

ARTICLE 2: Du **mardi 17 février 2026 jusqu'au lundi 16 mars 2026 inclus**, une déviation concernant les piétons est mise en place (si nécessaire) au droit du **n° 1 avenue Lavoisier** sur toute la portion des travaux concernée dans un but de sécurité publique autour du chantier.

ARTICLE 3: Du mardi 17 février 2026 jusqu'au lundi 16 mars 2026 inclus, le stationnement d'engins intervenant sur le chantier est autorisé au droit n° 1 avenue Lavoisier sur toute la portion des travaux concernée durant toute l'intervention.

Le bénéficiaire du présent arrêté devra assurer pendant toute la durée du chantier, la mise en place d'une signalisation réglementaire conforme aux dispositions en vigueur, ainsi que le balisage et la sécurisation, permanente de la zone concernée afin de garantir la sécurité des usagers et des riverains.

ARTICLE 4 : La signalisation temporaire modifiant le stationnement et la circulation des véhicules est mise en place par les soins de l'intervenant de façon apparente, conformément à la législation en vigueur notamment l'instruction interministérielle sur la législation routière (livre 1 – 8^{ème} partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes en vigueur.

ARTICLE 5 : Le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 7 : Tout conducteur de véhicule est tenu de se conformer strictement à cette signalisation. Les contraventions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi, les véhicules des contrevenants sont enlevés et conduits à la fourrière municipale DANIEL REMORQUAGE 27 rue Louis Piquemal 66240 SAINT ESTEVE.

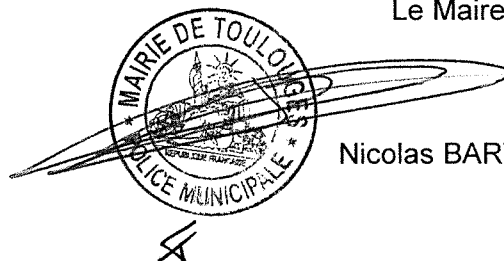
ARTICLE 8 : Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Toulouges.

ARTICLE 9 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 MONTPELLIER CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux déposé auprès du Maire dans les mêmes délais

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Chef de service de police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULOUGES, le 17 février 2026

Le Maire,



Nicolas BARTHE

Transmis :
Demandeur
Service technique
Centre de secours Gendarmerie
Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine
Pôle transport, Pôle déchets